OPTIONS FONDAMENTALES DU MOC

Pour une société égalitaire et durable

Lignes de force adoptées au Congrès du 21 mai 2011

I

Un modèle de société et de développement en voie d'épuisement

Le suffrage universel, le droit du travail, une protection sociale large, l'obligation scolaire, la liberté d'association··· sont autant de conquêtes historiques du Mouvement Ouvrier qui ont très largement contribué à façonner les contours d'un modèle social moins inégalitaire, articulant solidarité sociale organisée et autonomie individuelle.

Les luttes pour la conquête de la démocratie « politique » ont permis aux travailleurs de contraindre l'État et les forces du capital à des compromis nombreux. Un des mieux connus, le « pacte de solidarité sociale » adopté en 1944, instaure en Europe de façon concertée une démocratie en voie de devenir aussi « sociale et économique ». Chez nous, ce nouvel « État social », basé sur le principe d'un large partage des revenus de la croissance, permet d'organiser un vrai niveau de protection sociale au plus grand nombre, atténuant par là les inégalités socio-économiques inhérentes à l'économie de marché.

Mais, dès la moitié des années 70, le modèle a commencé à vaciller avec un accroissement important du chômage, une prolifération de sous-statuts et d'importantes attaques contre la protection sociale et les droits des travailleurs. Malgré ce compromis et avant même que le modèle ne soit en crise, il persistait des inégalités importantes tant sur le plan économique et social que culturel. La prospérité relative de l'Occident a aussi été construite par l'exploitation des pays du sud.

Ce modèle est maintenant en crise, et la crise est profonde.

1.1
Une remise en cause fondamentale de la légitimité du modèle social

La contre-offensive libérale (portée par le dogme de l'efficience du marché et de la libre concurrence), la mondialisation de l'économie et sa financiarisation ont en effet profondément modifié les rapports de force et ont conduit à la primauté absolue des logiques d'accumulation du capital au détriment du partage équitable des richesses, au niveau des nations et au niveau mondial. Elle conduit à identifier les individus à un modèle de surconsommation et d'accumulation des biens et des services qui est destructeur tant sur le plan social qu'environnemental.
Parallèlement, nous assistons à un écart de revenus toujours croissant et indécent au bénéfice d'une petite minorité et au détriment de l'ensemble de la population.

Il s'ensuit un recul et une délégitimation de l'action publique et d'un désinvestissement de l'État dans ses fonctions de régulation, de redistribution et de protection, et conséquemment une marchandisation croissante des services publics et des fonctions collectives.

L'affaiblissement des systèmes de protection et de régulation collectives a pour effet de déliter les liens sociaux et les mécanismes de solidarité et de renvoyer les individus à leur propre responsabilité dans la réussite ou l'échec de leur participation sociale et de leur parcours personnel de vie.

Dans un tel contexte, et alors que les richesses n'ont jamais cessé de croître, les inégalités sociales ne cessent d'augmenter.

La précarité et la pauvreté touchent de plus en plus de personnes, à commencer par celles qui sont les plus socialement fragilisées (familles monoparentales, allocataires sociaux, personnes âgées, jeunes sans qualification…) sans épargner un nombre toujours plus important de travailleuses et de travailleurs.

Ce sont là les racines de la crise financière et économique actuelle. Elles se traduisent par un accroissement des inégalités, la baisse de la part salariale, par la paupérisation d'une partie du monde du travail, la fragilisation de l'emploi et des modes de répartition et de redistribution des richesses.

Or, les réponses politiques désormais envisagées pour sortir de la crise, notamment au sein des pays de l'Union européenne, vont majoritairement dans le sens d'une diminution des fonctions de protection sociale des États et des services publics, plutôt que dans celui d'une répartition plus équitable des contributions au bien-être collectif. Cette réponse à la crise, dictée par le seul impératif libéral de relance des marchés, n'est ni socialement ni économiquement tenable.

1.2
Les limites du modèle de compromis et de croissance

Par ailleurs, le modèle social-démocrate n'a pas, par principe, modifié la logique profonde du capitalisme. Tout au plus s'est-il contenté de l'encadrer afin de socialiser une partie des richesses créées.

Reste que sur le fond, le modèle d'accumulation capitaliste repose tout entier sur une nécessité intrinsèque au système d'une croissance élevée et d'un progrès sans fin, animée par la nécessité de dégager sans cesse de nouveaux marchés et de produire de nouveaux biens et services de consommation.

Cette logique productiviste et d'accumulation illimitée des profits, facteur d'inégalités sociales, est confrontée aux contraintes que nous imposent le caractère limité des ressources naturelles de la planète et les dommages causés au climat et à l'environnement, ainsi qu'aux impératifs de la justice sociale internationale.

À mode de croissance et de développement inchangé, nous sommes dès à présent dans une impasse environnementale pour les générations futures dont les désordres sociaux grandissants témoignent chaque jour davantage.

La crise économique, sociale et écologique actuelle nous impose donc de revoir de fond en comble les fondamentaux sur lesquels a été bâti notre modèle de développement économique et social.

Face à tous ces enjeux, nous reconnaissons la difficulté pour les forces de gauche d'élaborer et de proposer ensemble des alternatives tant les principes de la croissance économique libérale semblent s'être imposés comme les seuls légitimes et réalistes. Elles doivent néanmoins se coaliser pour imposer une alternative juste, égalitaire et solidaire. Il n'y a en effet pas de sortie de crise sans une remise en cause radicale des mécanismes qui la provoquent.

2

Le MOC : un projet historique et des valeurs

Fidèle à son histoire, le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) considère que l'universalité des droits à la justice, à l'égalité et à la démocratie qu'il promeut n'est légitime et atteignable que si elle est accompagnée d'une lutte permanente contre toutes les inégalités, en Belgique et au plan international.

Son projet historique vise la mise en œuvre d'une société radicalement démocratique. Il s'inscrit dans le respect des principes de l'État de droit et de la Déclaration universelle des droits humains.

Le MOC place au centre de ses priorités d'actions le développement d'une culture politique progressiste et, corollairement, la conquête de nouveaux droits politiques, sociaux, culturels et économiques.

En tant que Mouvement social et d'éducation permanente, le MOC considère que ce projet historique d'approfondissement et d'élargissement du modèle démocratique repose prioritairement sur l'émancipation des travailleurs et travailleuses et, plus globalement, sur la mobilisation et l'action de l'ensemble des groupes sociaux placés et/ou maintenus dans une situation de domination. En ce sens, le MOC rappelle que l'égalité stricte entre les femmes et les hommes, sur tous les pans de la vie sociale, est une condition sine qua non à toute avancée réellement démocratique.

La démocratie n'avancerait pas non plus si l'on faisait abstraction des convictions de chacun-e, et de leur sens dans diverses traditions. Philosophiques, éthiques, religieuses ou spirituelles, ces convictions sont aujourd'hui plurielles dans la société et la culture. Conscient de l'histoire chrétienne dont il est issu le MOC s'affirme comme un mouvement pluraliste, et s'attèle à relever ce défi : relier la diversité des convictions et le travail collectif de construction de la démocratie et de lutte pour l'émancipation des hommes et des femmes. Par conséquent, tout ce qui éloigne les convictions de cette liberté démocratique ou les y oppose, n'est pas acceptable. Cela nécessite sans cesse vigilance, débat et (re)construction.

3

Pour un modèle de société égalitaire et durable

Dans le contexte actuel, le MOC affirme ses options fondamentales comme autant de motifs de mobilisation et de luttes susceptibles de construire une société égalitaire durable.

3.1 Une position de principe : l'égalité entre les êtres humains

Notre valeur fondamentale de société est le respect de chaque être humain, compris dans ses dimensions sociales et personnelles.

Au-delà de tout ce qui peut les différencier, tous les êtres humains sont égaux et rien ne peut prévaloir sur cette égalité fondamentale. Il s'agit là d'une position de principe.

La grandeur de la société humaine est de reconnaître et de promouvoir, envers et contre tout, l'égalité en dignité et en droit de tous les hommes et de toutes les femmes ; égalité qui se doit d'être effective dans tous les aspects de la vie en société.

Cette exigence d'égalité suppose que toutes et tous se reconnaissent comme fondamentalement solidaires, à l'égard de tous les individus et groupes dominés.

Cette solidarité doit également être effective à l'égard des générations à venir ainsi qu'envers tous les peuples du monde.

3.2
Pour une société radicalement égalitaire

Le droit à l'égalité pour toutes et tous constitue la finalité de l'action du MOC et sa raison d'être. En ce sens, le MOC dénonce et entend lutter particulièrement contre trois formes de domination qui, se combinant et se renforçant mutuellement, sont à l'origine de nombreuses inégalités et injustices ici et là-bas :

- la domination capitaliste et le rapport inégalitaire entre le capital et le travail qu'elle produit et approfondit ;
- la domination patriarcale, illustrée par le sexisme, qui instaure et renforce l'inégalité dont sont victimes les femmes ;
- la domination raciste, qui affirme la suprématie d'une ethnie, d'une communauté, d'une religion ou à l'encontre des autres et renforce les discriminations à leur égard.

3.3
Pour un indispensable travail d'émancipation collective

Comme Mouvement social d'éducation populaire, le combat principal du MOC se situe sur le terrain de l'émancipation individuelle et collective devant permettre à tous, et en priorité à ceux qui subissent ou qui sont maintenus dans des situations de domination, d'accéder à la compréhension de la réalité sociale et pouvoir par l'action collective participer à sa transformation.

Un renversement des valeurs dominantes s'avère indispensable, devant permettre de mettre un terme à l'illusion capitaliste d'une croissance infinie fondée sur l'accumulation illimitée des richesses.

3.4
Pour une société de démocratie et de liberté

La lutte pour la démocratie est continue. Il s'agit à la fois de préserver les droits acquis (humains, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels), d'en adapter les contenus et leurs conditions d'effectivité, mais également de les renforcer, de les étendre et d'en conquérir des nouveaux.

Notre conception de la liberté est positive : elle n'a de sens que si son effectivité est garantie par une juste redistribution des ressources et si elle se trouve garantie et confortée à travers l'exercice d'une citoyenneté active et du rôle reconnu de la société civile organisée.

3.5
Pour la fin du modèle économique libéral productiviste

Si l'économie libérale de marché a pu être source de richesses et de progrès, ces derniers ont de tout temps été très inégalement répartis, entre groupes sociaux, entre les hommes et les femmes et entre pays (et principalement en défaveur des pays du sud). Ce modèle économique s'est, en outre, peu à peu érigé en modèle culturel dominant.

Il est donc impératif que des modèles économiques alternatifs soient proposés et mis en œuvre, intégrant des régulations afin de supplanter le modèle dominant de la seule liberté de marché et de la seule poursuite des intérêts individuels.

3.6
Pour un dépassement du capitalisme

Le MOC refuse de considérer que le modèle de production et d'accumulation capitaliste constitue « l'horizon indépassable » des démocraties libérales. Ce modèle a atteint ses limites, tant d'un point de vue social, économique et environnemental. Il s'agit d'appréhender la crise actuelle du modèle de développement capitaliste comme une opportunité pour imaginer et mettre en œuvre de nouveaux modes de développement économique qui ne se fondent plus sur l'accumulation illimitée des richesses, la compétition et le creusement des inégalités, mais sur la coopération, les fonctions collectives et la pleine satisfaction des besoins fondamentaux qui affirment la dignité de chaque être humain.

3.7
Pour une réelle démocratie économique

Pour le MOC, il faut par conséquent rendre son sens et sa juste place à la sphère de l'économie de marché, dans le cadre d'un nouveau mode de développement qui puisse concilier croissance du bien-être collectif, développement du lien social et culturel et préservation de l'environnement naturel.

Les questions relatives aux modalités et aux finalités des investissements, de la production et de la consommation doivent faire l'objet de débats et d'arbitrages démocratiques pour le bien-être de la collectivité.

Dans cette perspective, le projet historique de démocratie économique doit être réactivé et approfondi rendant à l'État un rôle central de régulation. C'est toute l'économie qui doit être sociale en étant prioritairement orienté vers la rencontre des besoins et des droits fondamentaux des personnes et de la collectivité (droit à l'alimentation,

au logement, à la santé, à la culture, à l'éducation, à l'information…). La collectivité doit reprendre l'initiative et réinvestir les choix économiques et leur orientation.

3.8
Pour une relocalisation de la production économique

Relocaliser, c'est produire localement pour l'essentiel les produits servant à la satisfaction des besoins de la population locale. Toute production pouvant se faire à l'échelle locale pour des besoins locaux doit être réalisée localement. Pour atteindre cet objectif, les États veilleront à ce que les entreprises internalisent les coûts externes, et notamment le coût environnemental du transport par l'instauration d'une taxe appropriée.

Repenser l'agriculture est à ce titre essentiel. Elle doit permettre de nourrir de façon prioritaire et le plus naturellement possible les populations locales. Elle doit aussi permettre de garantir la biodiversité. La relocalisation ne doit cependant pas être confondue avec un protectionnisme frileux. Les échanges internationaux doivent être équitables en garantissant aux producteurs de tous pays droits, salaire décent et protection sociale.

3.9
Pour un travail libéré

Si le travail permet l'émancipation des personnes, cela ne peut être possible dans un contexte de chômage massif et de précarisation croissante de l'emploi. Il faut donc modifier radicalement le rapport au travail en le partageant de façon réelle, efficace et égalitaire et en luttant contre toute forme de discrimination. Le travail ne peut rester la seule forme de reconnaissance sociale et toute activité utile doit pouvoir être valorisée. Chacune et chacun doit pouvoir disposer d'un revenu décent.

3.10
Pour une requalification de la richesse et de la croissance

La mesure de la richesse et du niveau de développement d'une société doit se faire par d'autres indicateurs que le seul PIB. Elle doit se fonder sur une évaluation des réponses apportées aux besoins humains fondamentaux, à la qualité du cadre de vie, à son impact sur la santé individuelle et collective à l'état du patrimoine naturel et humain, au respect des libertés individuelles et publiques, au niveau d'égalité des conditions, et prenant en compte également l'ensemble des coûts liés à la production des biens et services (nuisances environnementales, conditions de travail, investissements humains non reconnus, dépenses publiques…).

3.11
Pour une relégitimation des pouvoirs publics

L'État et les pouvoirs publics doivent être relégitimés, principalement dans leur fonction de garants du contrat social, en veillant à développer et à étendre les droits politiques, sociaux, économiques et culturels de tous les citoyens.

Cet objectif nécessite un élargissement et un approfondissement des modes de participations démocratiques à tous les niveaux et par une action publique efficace, équitable et juste.

Par ailleurs, il est indispensable d'assurer l'indépendance des pouvoirs publics vis-à-vis des pouvoirs économiques et financiers.

Il revient à l'État d'exercer réellement un rôle de régulation du marché, en renforçant les fonctions collectives et les services publics dans un véritable partenariat avec les initiatives associatives.

Libéralisation et privatisation ont provoqué de nombreux dégâts non seulement par une moindre qualité des services et une dégradation des conditions de travail mais aussi une diminution sensible du rôle social et redistributif des services publics. Il faut mettre fin à cette spirale.

3.12
Pour la démocratie culturelle et la vie associative

À côté du rôle de l'État et des pouvoirs publics, le monde associatif est un acteur clé dans la vie économique, sociale, culturelle et démocratique. L'État doit pouvoir lui reconnaître ce rôle, assumer des partenariats et soutenir le monde associatif dans ses missions.

Par leur ancrage social et citoyen, leurs missions d'intérêt général et leur mode d'adhésion et de fonctionnement libre et participatif, les associations sont en mesure de construire des savoirs, des expertises et des actions collectives qui dépassent les intérêts purement individuels ou catégoriels tout en travaillant à la construction de solidarités concrètes et à l'élaboration de paroles et de revendications collectives.

Pour le MOC, la poursuite de l'objectif de démocratisation sociale, économique, culturelle et politique doit s'accompagner du renforcement de la dynamique associative et de la culture de la parole, du débat et de la coopération conflictuelle. L'éducation permanente joue dans ce sens un rôle majeur.

Par ailleurs, l'École est un lieu incontournable de l'apprentissage du « vivre ensemble » et de l'acquisition des savoirs et compétences nécessaires à l'autonomie et à l'émancipation de chacune et de chacun, à l'esprit critique, au sens des responsabilités et à la solidarité. Elle constitue une institution sociale et démocratique fondamentale qu'il faut réinvestir. Cette action va de pair avec la lutte contre les inégalités dans la société. Il est donc

primordial de réhabiliter la mission fondamentale de démocratisation de l'École.

3.13
Pour une réelle démocratie interculturelle

Le pluralisme culturel est désormais une dimension incontournable de nos sociétés. Le MOC entend dès lors œuvrer à la construction d'un projet de société interculturel dans le respect du droit fondamental à la liberté d'expression et de conviction et du principe de neutralité de l'État. Par projet de société interculturelle, le MOC entend un projet de citoyenneté vraiment inclusif qui, dans le respect mutuel des identités et/ou des appartenances culturelles de chacun, assure à toutes et à tous les mêmes ressources et les mêmes droits à la participation politique, sociale et culturelle et promeut le vivre ensemble.

3.14
Pour une Europe politique et sociale

Il s'agit de relancer le débat démocratique et de mener un combat à propos de la nécessaire dimension politique et sociale de l'Union européenne afin de dépasser la vision étroite et démobilisatrice d'une Europe au service d'intérêts marchands.

C'est également au niveau européen que se jouent les enjeux de notre avenir collectif, particulièrement le défi climatique et environnemental, la régulation et la transition de l'économie mondiale, le renforcement de la diplomatie multilatérale et de la paix, et la coopération avec les pays du Sud.

L'Europe ne peut être une forteresse fermant ses frontières à toute migration ou n'envisageant celle-ci que sous l'angle économique.

L'Union européenne doit donc être, mieux qu'aujourd'hui, l'acteur politique international le plus à même de négocier ces enjeux.

3.15
Pour un espace mondial pacifique et solidaire

L'agencement d'une nouvelle organisation mondiale, garante de paix et de solidarité entre les peuples constitue l'un des grands enjeux actuels. Il n'y aura pas de pacification des relations entre les peuples sans reconnaissance des droits humains fondamentaux, de la démocratie, de la solidarité, du respect de l'environnement et de la diversité culturelle, ainsi que la promotion d'une protection sociale étendue à l'ensemble des citoyens du monde.

Nous nous engageons au développement et au renforcement d'alliances politiques citoyennes avec nos partenaires et mouvements sociaux de l'Est et du Sud en vue de promouvoir le travail décent, la souveraineté alimentaire, la refondation de l'architecture financière internationale, l'annulation de la dette des pays appauvris, le respect du droit international, l'égalité entre les hommes et les femmes, la diminution drastique des émissions de gaz à effets de serre et l'exploitation durable et démocratique des ressources naturelles, l'accès à la santé et à l'éducation…

3.16
Pour un renforcement des alliances

Notre capacité à engager une transition politique vers une société égalitaire et durable est fondamentalement conditionnée par notre capacité à nouer des alliances avec l'ensemble des forces progressistes et à associer dans un même mouvement la diversité des luttes engagées (syndicalistes, mutuellistes, féministes, écologiques,

urbaines et rurales…). Ces alliances doivent être nouées et renforcées à tous les niveaux.

Sur le plan politique, le MOC entend rappeler sa totale indépendance de positionnement et d'action et son pluralisme politique. Ce pluralisme politique se veut ouvert et critique et suppose que nous nous attachions à nouer des collaborations et des alliances stratégiques avec l'ensemble des partis politiques progressistes désireux et capables de créer des rapports de force pour faire progresser nos options au sein des sphères de décision politique.

Table des matières

1 Un modèle de société et de développement en voie d'épuisement 3

1.1 Une remise en cause fondamentale de la légitimité du modèle social 4

1.2 Les limites du modèle de compromis et de croissance 5

2 Le MOC : un projet historique et des valeurs 7

3 Pour un modèle de société égalitaire et durable 9

3.1 Une position de principe : l'égalité entre les êtres humains 9

3.2 Pour une société radicalement égalitaire 10

3.3 Pour un indispensable travail d'émancipation collective 10

3.4 Pour une société de démocratie et de liberté 11

3.5 Pour la fin du modèle économique libéral productiviste 11

3.6 Pour un dépassement du capitalisme 12

3.7 Pour une réelle démocratie économique 12

3.8 Pour une relocalisation de la production économique 13

3.9 Pour un travail libéré 13

3.10 Pour une requalification de la richesse et de la croissance 14

3.11 Pour une relégitimation des pouvoirs publics 14

3.12 Pour la démocratie culturelle et la vie associative 15

3.13 Pour une réelle démocratie interculturelle 16

3.14 Pour une Europe politique et sociale 16

3.15 Pour un espace mondial pacifique et solidaire 17

3.16 Pour un renforcement des alliances 17